



# **Groupe de réflexion Post-Covid-19**

Publication n° 12

# En Asie Centrale, le coronavirus pourrait signer la fin l'ère "post-soviétique"

**La pandémie de coronavirus verra-t-elle la naissance d'une organisation régionale entre les anciennes républiques soviétiques d'Asie Centrale ? L'Ouzbékistan semble à la manœuvre. La crise sanitaire pourrait signer plus encore le basculement de la région dans l'orbite chinoise.**

Avec [l'Asie du Nord russe](#), l'Asie Centrale dite [post-soviétique](#) est l'autre grande oubliée des analyses sur l'Asie. Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan, Turkménistan et Tadjikistan, ces pays sont toujours considérés comme autant de dépendances de la Russie, alors qu'avec la chute de l'URSS, de nouveaux liens ont été créés avec leurs autres voisins, avec d'autres puissances. Aujourd'hui, à bien des égards, les liens sont aussi forts avec la Chine qu'avec Moscou. Surtout, [ce qui agite l'Afghanistan voisin](#) est au moins aussi important que ce qui se décide en Russie européenne : cela se vérifie à la fois sur le plan sécuritaire et pour l'économie informelle, comme le trafic de drogues, depuis longtemps.

Au-delà de l'Histoire, ce qui unit ces pays centrasiatiques relève d'abord de difficultés et de défis à affronter. [L'analyse universitaire](#) classique les présentent comme des États relativement faibles, gênés dans leur développement par une certaine corruption, confrontés à une pauvreté importante et dominés par un système politique très hiérarchisé et personnalisé – à l'exception du Kirghizistan, démocratie imparfaite mais qui a le mérite d'exister. Dans l'ensemble de la région, le milieu de la santé n'a pas eu la possibilité d'avoir accès aux fonds nécessaires pour résister à un « imprévu » aussi dévastateur que le Covid-19. Surtout, l'Asie Centrale post-soviétique, ou même vue dans son ensemble, avec l'Afghanistan, est prise en étau entre deux pays durement touchés : la Chine et l'Iran. L'impact sanitaire, mais également

politique et géopolitique du virus pourrait donc être particulièrement important.

## POURQUOI L'ASIE CENTRALE S'EST CRUE ÉPARGNÉE AU DÉBUT DE LA CRISE

Ce jeudi 30 avril, le Kazakhstan compte 3 504 infectés contre 2 046 en Ouzbékistan et 756 au Kirghizistan. Les décès s'élèvent à 25 au Kazakhstan, 9 en Ouzbékistan comme au Kirghizistan. Mais au Tadjikistan et au Turkménistan, les autorités n'annoncent toujours aucun cas confirmé de coronavirus. Une affirmation très difficile à croire et qui était pourtant la position officielle dans toute la région jusqu'à début mars. Bien sûr, c'est sans doute dû d'abord à ce qui figure souvent comme une « tradition soviétique », mais qui est aussi le problème de tout régime « césariste » : dans ce système politique, le secret l'emporte sur l'impératif de transparence. D'autant plus que les élites politiques sont ici comme partout ailleurs totalement prises au dépourvu par la capacité de diffusion du virus et son impact mondial.

Il n'est pas totalement impossible que deux mois avant la publication de cet article, le nombre de personnes infectées était relativement limité. N'oublions pas que l'Asie Centrale est un territoire de 4 millions de km<sup>2</sup>, soit presque autant que l'ensemble de l'Union Européenne, mais avec une densité de population bien moindre : **19 habitants au km<sup>2</sup>**, contre 105 dans l'UE. Comme c'est le cas en **Russie**, et plus encore en Asie du Nord russe, ne pas être une destination touristique aussi populaire, ou une zone économique aussi importante, que l'Europe de l'Ouest, l'Amérique du Nord et l'Asie orientale, peut également expliquer une infection limitée, qui ne doit rien aux choix des responsables politiques. Sans compter le problème des moyens médicaux pour détecter le virus : c'est une réelle possibilité en Asie Centrale, comme dans tous les pays en développement.

## DES PAYS PRESQUE TOUS EN PRÉPARATION D'UNE « GUERRE » AU VIRUS

Cependant, à l'heure où des pays aussi éloignés de la Chine que la Somalie (601 cas le 30 avril), l'Islande (1 797 cas) ou la Colombie (6 507 cas) sont touchés, affirmer ne pas être infecté est difficile à croire. D'ailleurs, les populations centrasiatiques n'ont pas cru aux paroles rassurantes de leurs gouvernements : à Almaty ou à Douchanbé, dès début mars, les supermarchés ont été pris d'assaut par des consommateurs dominés par la même panique vue auparavant en Asie de l'Est ou en Occident. Une situation pas vraiment surprenante dans la mesure où les actes des autorités cadrent mal avec leurs discours rassurants. Par exemple, dès la première quinzaine du mois de mars, l'Ouzbékistan a fermé les écoles et universités, réduit drastiquement le nombre d'événements publics et empêché ses propres citoyens de voyager. Une politique de bon sens : si les personnes infectées n'avaient pas voyagé en Chine, en Ouzbékistan comme au Kazakhstan, elles revenaient en grande majorité de [déplacements en Europe de l'Ouest ou aux États-Unis](#). L'Asie Centrale a donc été contaminée de la même manière que la Russie voisine.

La grande inconnue pour tout analyste extérieur reste bien sûr le Turkménistan. Le pays, qui se déclare épargné par le Covid-19, a annulé tous les vols entrant et sortant, et verrouillé ses frontières. Cela rend le commerce plus difficile et entraîne une augmentation des prix pour les denrées alimentaires. Or une partie de la population souffrait déjà beaucoup de la hausse des prix et des difficultés économiques.

Malgré tout, le pouvoir turkmène continue d'insister pour que sa population mène une vie normale, comme si le danger du virus n'existait pas. Ainsi, les matchs de football n'ont [pas été annulés](#). Les autorités n'ont pas cherché à obtenir l'aide financière offerte par l'Union Européenne aux pays à risque face à l'impact de la pandémie. Au Tadjikistan, par exemple : si le pays affirme, lui aussi, ne pas être touché par le virus, le gouvernement a fait interdire toutes les compétitions sportives, fermer les écoles (entre le 27 avril et le 10 mai) et a accepté l'aide économique européenne de 48 millions d'euros. La situation très opaque du Turkménistan était déjà problématique pour l'analyse politique et

sécuritaire, laissant parfois craindre une possible déstabilisation soudaine. A cela s'ajoute maintenant l'impact éventuel du Covid-19, qui obère plus encore l'avenir du pays et la stabilité de ses voisins.

## IMPACT ÉCONOMIQUE ET SÉCURITAIRE

Au-delà de la question sanitaire, pour l'ensemble de la région, l'impact économique sera non négligeable. À commencer par l'importance du marché du travail russe pour les travailleurs centrasiatiques. À peu près un million de Tadjiks sont dépendants de ce marché pour nourrir leurs familles. Plus largement, ce sont 4,3 millions de travailleurs en situation régulière que la Russie absorbe, venant d'Ouzbékistan, du Tadjikistan et du Kirghizistan. Sans doute jusqu'à 8 millions en incluant les Centrasiatiques en situation irrégulière. Aujourd'hui, à cause des frontières fermées, et souvent des contrats de travail annulés pour cause de pandémie, ces travailleurs sont en partie bloqués dans leur pays d'origine, sans moyen de subsistance. Avec l'impact économique que va subir la Russie comme le reste du monde dans les mois à venir, la situation économique du Tadjikistan et du Kirghizistan, en particulier, risque de devenir difficile. Après tout, dans les deux pays, l'argent envoyé par les travailleurs migrants représente respectivement **29,7 et 29,6 % de leur PIB**.

Par ailleurs, la chute des prix du pétrole et le ralentissement de l'activité économique internationale signifient une réduction drastique des besoins en or noir. Une très **mauvaise nouvelle pour le Kazakhstan**. Les prix du gaz naturel suivent ceux du pétrole et les exportations de gaz turkmène représentent entre 70 et 80 % des revenus du pays : les prochains mois risquent donc d'être particulièrement durs pour Achgabat.

Bien sûr, les difficultés économiques entraîneront fatalement des tensions politiques. À une population mécontente, confrontée au chômage et à la pauvreté s'ajouteront des élites dans une compétition plus dure encore pour l'accès aux ressources. Cela pourrait entraîner un durcissement des régimes en place pour maintenir l'ordre. Ce serait également une opportunité inespérée pour les mouvements djihadistes centrasiatiques : si la grande majorité des

populations de la région rejettent leur idéologie, ces groupes n'ont jamais eu besoin de gagner un grand nombre à leur cause pour être un danger sécuritaire. Comme au Moyen-Orient, ces radicaux n'ont qu'à provoquer les États qu'ils visent : si ces derniers se laissent aller à une répression massive, comme au Tadjikistan et en Ouzbékistan, c'est tout naturellement qu'ils réussiront à trouver de nouvelles recrues. Ils vont forcément profiter du sentiment anti-chinois qui pourrait toucher certains Centrasiatiques après la pandémie.

Enfin, à l'étranger, notamment en Afghanistan, de tels radicaux peuvent compter sur des soutiens de taille, des « vétérans » djihadistes connus pour leur savoir-faire terroriste. La possibilité d'infiltrations venant du sol afghan est une réalité depuis maintenant plusieurs années. Cela explique les craintes du pouvoir au Turkménistan qui, en 2019, voulait intégrer dans les réserves de l'armée [tous les hommes aptes de moins de 50 ans](#) par peur de l'instabilité afghane à ses frontières. Mais cela sera-t-il suffisant pour stopper le danger djihadiste ? Rien n'est moins sûr dans une situation de tensions politiques et économiques renforcées par les conséquences de la pandémie.

L'impact du coronavirus semble donc particulièrement inquiétant. Mais les évolutions géopolitiques associées au Covid-19 pourraient être tout aussi marquantes dans les prochains mois.

## L'OUZBÉKISTAN DANS LE RÔLE DE LEADER RÉGIONAL ?

Comme le Proche-Orient, l'Asie Centrale est connue pour ses divisions. À la fin des années 1990, c'est l'incapacité des pays centrasiatiques à s'entendre. La mésentente entre le président ouzbek de l'époque, Islam Karimov, et ses voisins a notamment empêché une coopération plus poussée face à la menace djihadiste posée par le « Mouvement Islamique d'Ouzbékistan » (MIO). Ironie du sort l'Ouzbékistan dirigée par un nouveau président, Shavkat Mirziyoev, s'efforce aujourd'hui de coordonner une réponse régionale face au danger sanitaire. Cela pourrait permettre au second président du pays de réaliser ce dont le premier a toujours rêvé : faire de l'Ouzbékistan le leader d'une Asie

Centrale s'organisant par elle-même, sans forcément être guidée par une grande puissance extérieure.

Shavkat Mirziyoev a mené une « *diplomatie téléphonique* » très active, échangeant entre le 18 et le 27 mars avec les dirigeants du Kazakhstan (le président actuel, Kassym-Jomart Tokayev, mais aussi le premier président du pays, Noursoultan Nazerbaïev, toujours une force incontournable dans le pays), du Turkménistan, du Kirghizstan et de l'Afghanistan. Certes, la région reste radicalement divisée entre les pays qui ont accepté leur contamination au coronavirus – Kazakhstan, Kirghizstan et Ouzbékistan – et ceux qui continuent d'affirmer qu'ils ne sont pas concernés, le Tadjikistan et le Turkménistan. Notons que Tachkent dialogue avec le dernier pays, mais pas avec le président tadjik, Emomali Rahmon. L'idée selon laquelle Tachkent ferait ainsi savoir son mécontentement à Douchanbé n'est pas très crédible, après les appels entre les présidents ouzbek et turkmène. Il est plus probable pour l'instant, au-delà d'échanges plus discrets, que le président Rahmon n'ait pas voulu accepter d'accorder trop ouvertement ce leadership symbolique à l'Ouzbékistan. Mais avec un Tadjikistan qui accepte de plus en plus la réalité de la pandémie, c'est sans doute une question de temps avant que toute la région se coordonne, peut-être en passant par Tachkent. L'Ouzbékistan a parachevé ce coup diplomatique (et de communication) avec une *aide en équipement et en nourriture* non seulement au Kirghizistan, mais aussi à l'Afghanistan.

## L'AFGHANISTAN INTÉGRÉE DANS L'INITIATIVE DIPLOMATIQUE DE TACHKENT : UNE BONNE NOUVELLE

Tachkent a raison de s'intéresser à son grand voisin du Sud, qui pourrait devenir un désastre humanitaire encore plus prononcé avec l'impact du Covid-19. L'Afghanistan a cela de commun avec les autres pays d'Asie Centrale qu'on y a longtemps minimisé la présence du virus. Sans doute en partie par manque

de moyens, là aussi. Les chiffres officiels évoquent au 30 avril 2 171 infectés et 64 morts.

Mais ces chiffres sont jugés trop optimistes sur le terrain, en particulier le nombre de morts. Comme en Asie Centrale ou en Russie, les autorités font sans doute l'erreur de confondre des morts dues au Covid-19 avec des cas de pneumonie... quand elles disposent des informations nécessaires. Le pays reste en guerre, son milieu hospitalier est dans un état désastreux, notamment hors de Kaboul, et le gouvernement légal n'a après tout un contrôle exclusif que sur **30 % du territoire afghan**. Tant et si bien que l'implication des Talibans dans la lutte contre la propagation du virus a été applaudie aussi bien par le ministère afghan de la Santé publique que par le département d'État américain. Mais cela risque de ne pas suffire pour un pays en crise politique, sécuritaire et maintenant sanitaire.

Il semble avoir été compris à Tachkent, et peut-être ailleurs en Asie Centrale post-soviétique, que les Américains n'allaient pas forcément voir comme une priorité un financement sans fin du pouvoir en place à Kaboul. Après la pandémie, même pour les États-Unis, la priorité sera leur propre système de santé, et peut-être d'autres questions diplomatiques plus importantes comme le Proche Orient, l'Europe de l'Est et l'Asie orientale. Si une coordination régionale contre la pandémie se met en place, elle devra prendre en compte l'Afghanistan, ce pays centrasiatique non post-soviétique. L'idée a rencontré bien des résistances dans la région, mais elle **relève du bon sens**. Que la diplomatie d'un des pays les plus importants d'Asie Centrale la reprenne à son compte est une bonne nouvelle pour l'avenir.

## UNE INFLUENCE RUSSE AMOINDRIE SUITE À LA PANDÉMIE ?

Pour la Russie, l'impact de la pandémie pourrait confirmer une **évolution** qui fait que Moscou ne peut plus considérer l'Asie Centrale comme son pré carré exclusif. La **situation catastrophique** dans laquelle se sont retrouvés des travailleurs migrants centrasiatiques obligés de quitter la Russie très



rapidement à cause de l'épidémie va rester dans les esprits. Un certain nombre de ces travailleurs se retrouvent en ce moment bloqués sur le sol russe. Certains ont perdu le travail qui leur permettait de nourrir leur famille. Or le *soft power* russe dépendait beaucoup de sa capacité économique à absorber ces migrants. Ces dernières années, cette capacité s'était déjà affaiblie. En cause, les sanctions occidentales suite aux tensions autour de l'Ukraine, mais aussi un rouble faible et un prix du pétrole relativement bas. Avec le double choc de la pandémie et d'une [nouvelle guerre de l'or noir](#) contre les intérêts du Kremlin, la situation économique post-pandémie en Russie risque d'être particulièrement difficile. Les contraintes spécifiques au virus réduisant fortement les déplacements en avion, les migrants centrasiatiques risquent d'être, en bonne partie, coupés du marché du travail russe pour un certain temps. Ce qui va retirer à Moscou un formidable outil de pression sur les pays d'Asie Centrale.

Mais ce n'est pas forcément une perte insurmontable. Depuis plusieurs années déjà, la Russie devait accepter *de facto* que la Chine était une puissance au moins aussi importante qu'elle en Asie Centrale. Déjà en 2013, les échanges commerciaux entre la Chine et la région étaient autrement plus importants que ceux entre la Russie et ses anciens partenaires post-soviétiques : 50 milliards de dollars contre 30 milliards. Moscou pourrait même se satisfaire de la situation géopolitique actuelle : sa relation bilatérale avec la Chine reste forte et Pékin ne s'oppose pas à son influence particulière sur la région. La coopération sino-russe assure également que la région ne soit pas influencée par des forces occidentales jugées plus hostiles.

## QUEL IMPACT SUR LES RELATIONS ENTRE LA CHINE ET L'ASIE CENTRALE ?

Une certaine sinophobie présente dans la région pourrait encore se renforcer à cause du Covid-19. Cette attitude anti-chinoise avait déjà eu un impact négatif sur l'influence de Pékin en Asie Centrale. Au Kirghizistan, par exemple,

des [actions en août 2019 et en février dernier](#) ont ainsi stoppé des projets économiques chinois.

Pourtant, une montée en puissance de la sinophobie n'est pas une fatalité. Tout va dépendre de l'impact du virus dans les mois à venir et de l'analyse qui en prévaudra dans le discours public. À l'évidence, la Chine défend une certaine vision des choses et les États-Unis une autre, tous deux engagés dans compétition entre grandes puissances qui ressemblent à une nouvelle Guerre froide. Pour l'emporter ici, Pékin devra être capable de convaincre non seulement les gouvernements, mais aussi les peuples. L'envoi rapide par la Chine de matériel médical en Asie Centrale va aider, bien sûr, cette importante campagne de diplomatie publique. Ce qui pourrait jouer en sa faveur, au moins à court terme, c'est son image de pays ayant réussi à vaincre pour l'instant le Covid-19 à Wuhan, alors que l'Amérique, sous le leadership désastreux du président Trump, vit une terrible crise sanitaire.

La meilleure arme de la Chine pour préserver son influence reste sa force de frappe économique. Certes, il y a fort à parier que l'année 2020 au moins verra Pékin s'assurer avant tout de la stabilisation de son économie, en évitant les effets potentiellement dévastateurs de [l'augmentation du chômage](#) liés au coronavirus. Mais à plus long terme, la logique des « Nouvelles Routes de la Soie » chinoises, si importantes dans la relation entre la Chine et l'ensemble de l'Eurasie, notamment l'Asie Centrale, reste d'actualité. Ce projet pharaonique va très probablement [s'adapter à la nouvelle situation](#) née de l'impact mondial du Covid-19, plutôt que disparaître.

Des investisseurs chinois pourraient même être tentés de s'impliquer plus encore en Asie Centrale. Ils seront accueillis à bras ouverts par des Centrasiatiques qui verront leurs opportunités économiques s'amoinrir avec la récession mondiale qui se profile à l'horizon. Il n'est pas impossible que la Chine puisse rebondir économiquement, suite à la pandémie, plus rapidement que ses concurrents occidentaux. Ce serait suffisant pour renforcer son influence en Asie Centrale et même en Russie plus importante encore. Ainsi, la pandémie pourrait ancrer définitivement l'Eurasie post-soviétique dans l'orbite chinoise.

L'impact du Covid-19 nous rappelle à bien des égards que l'Asie Centrale ne peut plus être vue sous le seul angle post-soviétique. Bien sûr, il ne s'agit pas de

nier le passé. Mais clairement, dans cette crise, la région est autant liée à la Chine et à l'Afghanistan qu'à la Russie. Elle devra coopérer avec tous ces acteurs pour mieux lutter, en Eurasie, contre la pandémie. Surtout, elle devra à s'organiser régionalement pour veiller sur ses propres intérêts. L'Ouzbékistan a montré l'exemple. Pour que cette évolution diplomatique aboutisse à des résultats concrets, elle devra sans doute transcender ce seul pays et amener l'ensemble des États à agir comme une région qui a trop de choses en commun pour en rester au simple égoïsme national.

**Par Didier Chaudet**

Publié par Asialyst le 1 mai 2020

<https://asialyst.com/fr/2020/05/01/asie-centrale-coronavirus-fin-ere-post-sovietique-chine-russie/>